

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-
de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 14/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CPCU BERCY

177 à 185 RUE DE BERCY 75012 PARIS

n° Dossier : 1950 (A) - 0006506233

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement CPCU BERCY implanté 75012 PARIS. L'inspection a été annoncée le 01/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPCU BERCY
- 177 rue de Bercy Paris 75012
- Code AIOT : 0006506233
- Régime : autorisation
- IED : oui

L'établissement est une centrale de production de vapeur (chaufferie) de secours au sein de laquelle la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) exploite 4 appareils de combustion classés sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des ICPE. Le site de Bercy constitue, avec les sites de Grenelle, Vaugirard et Ivry, le pôle sud de la CPCU.

Les activités réalisées au sein de l'établissement correspondent à de la conduite (régime des 3 x 8 heures) et à de la maintenance. Elles regroupent entre 20 et 30 personnes sur le site.

Les chaudières exploitées sur le site de Bercy fonctionnent au gaz naturel ou au biocombustible EMAG (Ester Méthylique d'Acide Gras).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- alimentation en combustibles;
- surveillance des rejets atmosphériques;
- prélèvements et rejets en eau;
- sécheresse;
- réexamen IED;
- déchets;
- nuisances sonores.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-après.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Alimentation en combustible	Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 7.6.3.V	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
					4 mois
8	Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/08/21, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
10	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/08/21, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Autorisation de rejets en réseau d'assainissement	Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 4.3.7.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Alimentation en combustible	Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 7.6.3.V	/	Sans objet
2	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 10.1.5.2	/	Sans objet
3	Sécheresse - Seuil de vigilance	Arrêté Préfectoral du 22/01/13, condition 2	/	Sans objet
5	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 4.1.3	/	Sans objet
6	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 4.1.4	/	Sans objet
7	Management de l'énergie	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/08/21, article 3	/	Sans objet
9	Efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/08/21, article 11	/	Sans objet
11	plan de gestion des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/08/21, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que les installations sont correctement exploitées par la CPCU, que l'exploitant en a une très bonne connaissance et que les prescriptions réglementaires sont en majeure partie respectées.

L'exploitant ne dispose cependant pas d'une autorisation renouvelée pour le rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement de la ville de Paris.

Il est également attendu qu'il transmette un dossier de porter à connaissance à propos du plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement.

2-4) Bilan des constats hors points de contrôles

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le système de traitement d'eau par osmose inverse n'a toujours pas été mis en service au vu des difficultés rencontrées sur la période de fin de travaux. Il a indiqué que l'objectif de mise en service de ce système de traitement d'eau était fixé à la fin de l'année 2022.

L'exploitation des installations de combustion implantées sur le site de Bercy ne conduit donc pour le moment à aucun rejet en Seine.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 7.6.3.V
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de coupure manuelle
Prescription contrôlée : Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : <ul style="list-style-type: none">• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances par les services de secours ;• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. En complément, s'agissant de l'alimentation en gaz, deux vannes de coupure manuelles placées en amont du poste de livraison GRDF, sous le trottoir du quai, sont rendues accessibles à l'exploitant par l'extérieur du poste. En cas d'incident, leur fermeture intervient dans un délai maximal de 10 minutes. <i>Nota: le non respect de ces prescriptions a conduit, lors des visites d'inspection précédentes, à établir une non-conformité (NC1-2016) et une remarque (R21-2016).</i>
Constats : L'exploitant a présenté la fiche de manœuvre (version du 30/11/18) rédigée conjointement avec la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris et GRDF et a indiqué qu'en cas de besoin, un agent CPCU se rend au niveau des 2 bouches situées au sur le quai de la Râpée avec les clés permettant leur ouverture. L'équipement est manipulé uniquement sur autorisation de GRDF. Une simulation a été réalisée sur site. L'agent CPCU est arrivé sur place avec les 2 clés un peu moins de 4 minutes après le déclenchement de l'alerte. L'exploitant a indiqué que ce dispositif est testé lors de chaque exercice POI (plan d'opération interne). L'inspection des installations classées a constaté les points suivants: <ul style="list-style-type: none">• nécessité de disposer d'un badge pour sortir par la grille commune;• présence d'un panneau « accès pompiers » sur le mur en face des regards au sol mais absence d'interdiction de stationner au droit des 2 bouches.• durant le test, un véhicule professionnel est venu se garer à proximité immédiate des regards permettant d'accéder aux vannes de coupure gaz, rendant leur accessibilité difficile. Le particulier interrogé a répondu qu'il se garait régulièrement à cet emplacement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 10.1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure QAL2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p><i>Nota 1: les points II à VI de l'article 10.1.5.2 de l'arrêté préfectoral ne sont pas repris ici mais ils ont fait l'objet d'un contrôle lors de la visite d'inspection.</i></p> <p><i>Nota 2: le non respect de ces prescriptions avait conduit, lors des visites d'inspection précédentes, à établir une non-conformité (NC1-2015) et une remarque (R23-2016).</i></p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la procédure QAL2 a été renouvelée pour toutes les chaudières exploitées à Bercy depuis 2015 et a présenté le rapport réalisé en 2020 par BUREAU VERITAS pour la chaudière 8. L'exploitant a également présenté le rapport réalisé en 2020 par BUREAU VERITAS pour la chaudière 9 suite à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les chaudières 7 et 8 ont un analyseur commun afin de justifier de la non réalisation de la procédure QAL2 pour la chaudière 8 en 2015. Il réalise cependant désormais les tests QAL2 pour les 2 chaudières et deux droites de correction sont implantées dans l'outil numérique de traitement des analyses.</p> <p>Il a précisé que les résultats obtenus ont été implantés pour chacun des 4 chaudières dès la transmission des rapports (période du 30/11/20 au 15/12/20). Une vérification ponctuelle a été réalisée par l'inspection des installations classées.</p> <p>Des échanges ont également eu lieu à propos de la procédure QAL3, réalisée "manuellement" par le prestataire SECAUTO. L'exploitant a présenté le rapport du 25/05/21 relatif à la procédure QAL3 réalisée pour la chaudière 8. L'exploitant a informé que la procédure QAL3 est vérifiée selon une fréquence bimestrielle sur le site de Bercy. Chaque année, le prestataire remet un rapport à la CPCU pour confirmer ou adapter la fréquence de contrôle aux résultats obtenus.</p> <p>Les réponses apportées par l'exploitant et les documents présentés à l'inspection des installations classées permettent de constater que les sujets relatifs aux procédures QAL2 et QAL3 sont maîtrisés par la CPCU et que les prescriptions réglementaires sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse - Seuil de vigilance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/13, condition 2
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en oeuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral "cadre": <ul style="list-style-type: none">• le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux;• des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en oeuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau;• l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.
Constats : L'exploitant a présenté la procédure relative aux actions à mettre en place sur les site de Bercy et de Grenelle en cas de seuils d'alerte sécheresse (version C du 08/11/17). Ce document avait été transmis par courriel le 27/07/22 en réponse au courriel adressé par la DRIEAT suite au dépassement du seuil de vigilance. L'exploitant a présenté les différentes actions mises en place en cas d'atteinte du seuil de vigilance (note de service, sensibilisation du personnel, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les installations sont alimentées : <ul style="list-style-type: none">• en eau potable par le réseau public d'adduction d'eau ;• par le retour des condensats du réseau de distribution de l'exploitant ;• par les eaux pluviales qui seront récupérées en toiture du bâtiment de la chaufferie,• par un prélèvement en Seine via les canalisations d'aspiration d'eau de Seine de la société CLIMESPACE. Les besoins en eau potable en provenance du réseau public s'élèvent en moyenne à 6 500 m ³ par an. Le prélèvement d'eau brute, à destination des installations de production d'eau osmosée pour l'alimentation des chaudières, est réalisé indirectement via la canalisation d'aspiration de CLIMESPACE. Il est autorisé dans les quantités suivantes : [...]
Constats : L'exploitant a présenté le registre du suivi mensuel de la consommation d'eau sur le site de Bercy (entrants et sortants) et le schéma de principe de la chaufferie. L'exploitant a informé qu'un suivi journalier était également mis en place. Il a indiqué que le plan des réseaux n'était pas à jour et que le document serait actualisé d'ici la fin de l'année 2022. L'exploitant a indiqué que les prélèvements d'eau sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• prélèvement en Seine pour l'eau "process";• prélèvement depuis le réseau public pour les usages sanitaires (environ 100 m³/mois). Le prélèvement d'eau de Seine est réalisé via un piquage sur la canalisation de l'établissement voisin FRAÎCHEUR DE PARIS (anciennement CLIMESPACE). CPCU a précisé que chacun des exploitants dispose de son propre compteur et que les volumes prélevés par CPCU sont très faibles comparés à ceux prélevés par FRAÎCHEUR DE PARIS. L'exploitant a précisé que le prélèvement d'eau en Seine est une solution de secours et que l'eau "alimentaire" servant au fonctionnement des chaudières provient essentiellement des retours de condensats. Les retours de condensats du réseau sont stockés dans des cuves en sous-sol. L'exploitant devra transmettre la version actualisée du plan des réseaux avant la fin de l'année 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale
Proposition de suites : 4 mois

N° 5 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre éventuellement informatisé tenu à disposition des services de contrôle.
Constats : La visite d'inspection a permis de constater la présence du dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. L'exploitant a présenté le registre du suivi mensuel de la consommation d'eau sur le site de Bercy (cf. point de contrôle précédent).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/15, article 4.1.4
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Tous les appareils, capacités et circuits utilisés pour un traitement de quelque nature que ce soit, alimentés par un réseau d'eau public ou prélèvement dans le milieu, sont dotés d'un dispositif de disconnexion destiné à protéger ce réseau ou le milieu de prélèvement d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens normal d'écoulement de l'eau. Sauf autorisation explicite, les systèmes de refroidissement en circuit ouvert (retour des eaux de refroidissement dans le milieu naturel après prélèvement) sont interdits. (*) La valeur est portée à 400 000 m ³ en cas de fonctionnement du traitement d'eau pendant 2 mois en continu contre en moyenne 20 jours actuellement. Après la mise en service des installations, pour l'utilisation de nouveaux produits de traitement (anti-tartres organiques, biocides, bio-dispersants, anticorrosion) pouvant entraîner des rejets de composés halogénés, toxiques ou polluants dans des eaux de refroidissement, dont l'utilisation n'a pas été abordée dans l'étude d'impact initiale, l'exploitant transmettra à l'inspection une étude d'impact des rejets liés à l'utilisation de ces produits. Les détergents utilisés sont biodégradables au moins à 90 %. Les conditions d'exploitation en période de sécheresse respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral n°DTPP-2013-82 du 22 janvier 2013.
Constats : La visite d'inspection a permis de constater la présence d'un dispositif de disconnexion sur les réseaux relatifs au prélèvement en Seine et au prélèvement sur le réseau public.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Management de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/08/21, article 3
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : Les articles suivants sont ajoutés au Chapitre 2.1 « Exploitation des installations » du Titre 2 : [...] Article 2.1.4 : « Management de l'énergie » L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management de l'énergie. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses équipements indiquant a minima à une fréquence mensuelle : <ul style="list-style-type: none">• la consommation de combustible par équipement ;• l'énergie électrique produite ;• la chaleur produite ;• les rendements des installations calculés à partir de ces données.
Constats : L'exploitant a rappelé que le site de Bercy bénéficie de la certification ISO 50 001 des sites CPCU et a présenté le rapport du renouvellement de la certification pour une durée de 3 ans à partir du mois de juillet 2022. L'exploitant a présenté le rapport du 04/07/22 de l'audit réalisé dans le cadre du renouvellement de la certification (validité jusqu'au 07/10/24) et a informé l'inspection des installations classées qu'une non-conformité mineure avait été relevée. Cette non-conformité mineure était liée à un problème documentaire (document non présenté le jour de l'audit) et a été levée par la CPCU suite à la transmission du fichier Excel. L'exploitant a également présenté différents éléments relatifs à l'optimisation de l'efficacité énergétique des installations (rapports de performance des chaudières réalisés annuellement, tableau de bord de chacun des sites de production) et a informé l'inspection des installations classées qu'il dispose d'un plan d'actions global pour 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/08/21, article 3
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les articles suivants sont ajoutés au Chapitre 2.1 « Exploitation des installations » du Titre 2 : Article 2.1.5: « Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement » L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des périodes autre que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il n'est pas possible aujourd'hui, d'un point de vue technique, de réaliser un suivi informatisé des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement mais qu'une solution est en cours d'étude auprès de son prestataire. Il a précisé que les informations sont pour l'instant transmises manuellement. Les informations transmises sous GIDAF dans le cadre des mesures d'autosurveillance correspondent à des mesures "stabilisées" mais l'exploitant conserve l'ensemble des rapports relatifs aux périodes autres que les périodes normales de fonctionnement. L'inspection des installations classées a apporté des précisions à propos des attendus des prescriptions réglementaires de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire et a informé l'exploitant qu'il est attendu de sa part : <ul style="list-style-type: none">• qu'il définisse les périodes normales de fonctionnement et les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement;• qu'il indique l'ensemble des traitements qui sont prévus pour chacune de ces périodes. Les informations pourront être communiquées à Monsieur le Préfet de Police et à l'inspection des installations classées au travers d'un dossier de porter à connaissance. Les périodes de démarrages et d'arrêt seront définies dans l'arrêté préfectoral au travers d'un APC. L'inspection des installations classées précise que la MTD 10 de la <i>DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2017/1442 DE LA COMMISSION du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD)</i>, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion précise les caractéristiques attendues du plan de gestion des périodes autre que normales. Ces périodes sont définies à l'article 14 de l'AM du 3/08/2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 qui renvoie à la décision d'exécution n° 2012/249/UE du 07/05/12 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt aux fins de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/08/21, article 11
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'article 8.1.1 « Efficacité énergétique » est remplacé par l'article suivant : Article 8.1.1 Efficacité énergétique L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2). L'exploitant réalise au plus tard le 17 août 2021, une mesure de l'efficacité énergétique (rendement électrique ou rendement thermique) à pleine charge (régime nominal) de chacune des chaudières. La mesure est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation. Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement des installations, une mesure à charge nominale du rendement électrique ou thermique, selon l'équipement modifié, est réalisée. Ces résultats sont interprétés au regard de la mesure d'efficacité énergétique précédente réalisée. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant fait réaliser avant le 17 août 2021 par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Le préfet peut fixer des prescriptions relatives à l'efficacité énergétique sur la base des conclusions établies dans ce rapport Cet examen est renouvelé à chaque réexamen périodique prévu à l'article L. 515-28 du code de l'environnement.
Constats : Par courriel du 03/09/21, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les documents suivants: <ul style="list-style-type: none">• procédure ISO 50 001 - système de management de l'énergie (version C du 02/05/20);• rapport BUREAU VERITAS version 0 du 15/02/21 relatif aux essais de performance des installations exploitées sur le site de Bercy. Ces documents feront l'objet d'une instruction en parallèle des documents transmis pour les sites de Grenelle et de Vaugirard.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/08/21, article 9
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'article suivant 5.1.9 « Plan de gestion des déchets » est ajouté au Chapitre 5.1 « Principes de gestion » Article 5.1.9 Plan de gestion des déchets L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des déchets produits sur son site conforme à la meilleure technique disponible (MTD 16) de la décision d'exécution n°20 17/1 442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un registre pour le suivi des déchets dangereux et des déchets non dangereux et qu'il a établi une procédure relative à la gestion des déchets au sein de l'établissement (la procédure a été présentée lors de la visite d'inspection). L'exploitant a rappelé que le site de Bercy bénéficie de la certification ISO 14 001. L'inspection des installations classées a informé l'exploitant que les éléments présentés lors de la visite constituent le plan de gestion des déchets produits sur son site. L'exploitant doit transmettre une copie du registre de suivi des déchets dangereux et des déchets non dangereux ainsi qu'une copie de la procédure relative à la gestion des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale
Proposition de suites : 1 mois

N° 11 : plan de gestion des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/08/21, article 10
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'article suivant 6.1.4 : « Plan de gestion des nuisances sonores » est ajouté au Chapitre 6.1 « Dispositions générales » Article 6.1.4 : Plan de gestion des nuisances sonores L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des nuisances sonores conforme à la meilleure technique disponible (MTD 17) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a rappelé à l'inspection des installations classées que l'établissement de Bercy n'a pas fait l'objet d'une plainte pour nuisances sonores au cours des dernières années et a précisé que les mesures des niveaux sonores réalisées tous les 3 ans indiquent que les prescriptions réglementaires sont respectées. L'exploitant ne dispose pas, à ce titre, d'un plan de gestion des nuisances sonores mais a informé l'inspection des installations classées qu'il en établira un en cas de résultats non conformes ou de plaintes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Autorisation de rejets en réseau d'assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2015, article 4.3.71
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet dès réception.
Constats : Un courrier préfectoral a été adressé à l'exploitant le 22/09/22 pour l'informer que l'autorisation de rejets en réseau d'assainissement délivrée en juin 2016 était désormais caduque et qu'il devait présenter la nouvelle autorisation lors de la visite d'inspection de septembre 2022. La CPCU a informé l'inspection des installations classées des points suivants : <ul style="list-style-type: none">• la section assainissement de la Ville de Paris n'avait pour le moment pas renouvelé l'autorisation délivrée en 2016;• les prescriptions relatives à la neutralisation des eaux rejetées sont respectées (la neutralisation est réalisée avec de l'acide sulfurique et/ou de la soude);• les prescriptions relatives au refroidissement des eaux rejetées ne sont pas respectées (le refroidissement de l'eau se fait par temporisation - capacité de stockage instantané d'environ 30 m³);• la section assainissement de la Ville de Paris a demandé à la CPCU de transmettre les résultats de l'autosurveillance selon une fréquence mensuelle;• la section assainissement de la Ville de Paris n'a pas interdit à la CPCU de rejeter de l'eau dans le réseau mais a indiqué que ce dernier ferait l'objet d'une consignation afin d'interdire toute intervention des agents de la Ville de Paris. L'exploitant ne dispose pas d'une autorisation de rejets dans le réseau d'assainissement et ne respecte donc pas les prescriptions de l'article 4.3.7.1 de son arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois